



Tanganyika 5 ans de violences

Page 4

Pygmées et Bantus se tuent dans le Tanganyika

page 3

**A Kasenga, les jeunes
sont plus zambiens
que Congolais**

page 11

**RDC : un taux de
change politique
pour faire passer de
bas salaires des
fonctionnaires**

page 5

Environnement

Décimer les léopards pour un caprice!

page 10

Ces violences chères aux politiciens

Trois crises alternent de résurgence saugrenue, en République démocratique du Congo, depuis un an ou plus. A Kinshasa éclatent des violences, généralement attribuées au mouvement politico-religieux Bundu dia Mayala, dans le Tanganyika, Pygmées et Bantu s'attaquent ! Presqu'automatiquement. Et, dans les Kasai, les insurgés Kamuina Nsapu ou les forces de sécurité qui les traquent font parler d'eux.

Curieuse coïncidence, comme c'est arrivé entre les 4 et le 9 août. Dans les Kasai, l'ONU a dénoncé une crise qui prend une tournure ethnique. Des gens ont été tués sur base de leur appartenance tribale. Un conflit né de la tuerie, par les services de sécurités, du chef traditionnel Kamuina Nsapu. En 2016.

A Kinshasa, à Boma et à Matadi, et la police a encadré les présumés auteurs des attaques du 7 août. Ils arboraient pourtant des affiches anti-Kabila, et ont tenté de s'attaquer notamment à la prison de Makala. Le Tanganyika a fait, quant à lui, parler de lui avec des tueries par les

Pygmées. Aussi, un camp de déplacés a brûlé sans explication à Kalemie. Curieuses coïncidence !

A l'apparition de ces mouvements (moins celui du Tanganyika, plus ancien), une année plus tôt, ou presque, de nombreux observateurs redoutaient qu'ils ne nourrissent le chaos censé justifier le report des élections, et l'instauration de l'état d'urgence en RDC. La question est désormais évoquée par l'opposition, et le gouvernement s'en défend. L'ONG de droits de l'homme Human Rights Watch trouve suspect que la police disperse systématiquement les manifestations

pacifiques en RDC, mais encadre les présumés Bundu dia Mayala.

Du coup, se renforce l'hypothèse des violences voulues, entretenues ou du moins, tolérées. Des violences presque sacrées, dénoncées au jour, et embrassées au noir. Sinon, comment que comprendre que des groupuscules, mal organisées et vraisemblablement mal formées et mal armées (de bâtons, d'armes à feu artisanales et de fétiches), viennent à mettre en déroute toute une armée et une police entière ?■

Didier Makal

Infos en bref

- La RDC a appelé à la retenue, le 10 août, les Etats Unis et la Corée du Nord qui se menacent de bombardement. Kinshasa invite à un dialogue sincère dans ce différend pour préserver la paix et la sécurité dans un monde en proie à la menace terroriste.

- L'ambassadrice des USA à l'ONU, Nikki Haley, a adressé à son homologue congolais Ignace Gata Mavita, la volonté de son pays de voir les élections se tenir rapidement en RDC. Elle a également exprimé les préoccupations des autorités américaines sur les violations des droits de l'homme dans les Kasai, rapporte Actualite.cd.

- Le président du Conseil de suivi de l'accord sur la transition en RDC, le CNSA, a appelé jeudi 10 août à une réunion de la tripartite CENI, CNSA, Gouvernement. Elle examinera, selon Joseph Olenkoy, les avancées et pourra, si la situation l'exige, repousser la date des élections prévues avant la fin de l'année 2017.

- Deux ONG congolaises accusent la CENI de gestion opaque. L'Observatoire de la dépense publique (ODEP) et Agir pour les élections transparentes et apaisées (AETA), indique Radio Okapi, dénoncent le dépassement de fonds de 745% en 2016 et 3727,7% pour les crédits provisoires à fin juin 2017.■

Congo Durable

Directeur de publication
Didier Makal, +243 99 51 67 443

d.makal@congodurable.net

Rédacteur en chef
Fidèle Bwirhonde, 099 3838 508

Secrétaire de rédaction

Éric Cibamba, 099 4283 459

Commercial

Richard Tujibikile, 097 22 666 11

Ont contribué à cette édition

- Alain Basila
- Arsène Bikina
- Christian Tuilzo
- Éric Cibamba
- Fidèle Bwirhonde
- Simplicie Bambe

Chef d'Édition

Christian Tulizo

Pygmées et Bantus se tuent dans le Tanganyika

Vendredi 4 août, les Pygmées ont attaqué le village bantou "Lambo Kilela", dans le groupement "Lambo Katenga", province du Tanganyika. De ces nouvelles violences, une cinquantaine de personnes ont encore perdu la vie. C'est une nouvelle étape d'une crise née en 2013, dans cette région de l'ancien Katanga, démembré en 2015, autrefois touchée par la milice may-may.



Le camp de déplacés de Kalemie brûlé aux 3 quarts, le 9 août. Source: MSF
Louise Annaud/MSF

L'attaque a fait 50 victimes, d'après RFI, et 55 selon Rogatien Kitenge, président de la société civile du Tanganyika, cité par Actualite.cd. Une trentaine de personnes ont été blessées.

Des nouvelles attaques sans motif inconnu

Le village *Lambo Kilela* était, jusqu'ici, épargné des violences qui opposent des Pygmées, ethnie autochtone et minoritaire, aux Baluba, une des ethnies bantus de la région Sud-est de la RDC.

Le motif de ces nouvelles violences n'est pas connu, mais les deux communautés s'affrontent régulièrement. Les efforts de pacification, et malgré la signature d'un pacte de paix en février 2017, n'ont pas permis d'enterrer la hache de guerre. Et les bons offices du ministère de l'intérieur n'auront qu'échoué.

Les assaillants ont eu se sont

préparés avant l'attaque

Joint par RFI, le porte-parole de la société civile du Tanganyika, Modeste Kabazi, affirme que les pygmées sont partis du village *Kabulo*, à 40 km de Kalemie. Il parle d'« *une attaque-surprise* », au cours de laquelle le chef *Lambo Kilela* a été blessé par deux flèches. Il a été transféré à l'Hôpital général de Kalemie, le samedi 5 août, indique le journaliste Jacques-Vallon Kabulo de Lubumbashi, présent dans la région. D'autres blessés, du village *Kasongo*, ont été évacués vers un centre de prise en charge, ajoute le journaliste.

Le journaliste Jacques-Vallon Kabulo précise, toutefois, que les Pygmées ont attaqué *Lambo Kilela*, en territoire de Kalemie, à 11 heures. Non pas à 5 heures, comme l'indique la version « *devenue officielle* ». D'ailleurs, l'attaque ne visait pas les *Baluba*,

comme annoncé. Il explique, en plus :

« *Les assaillants ont ravi un véhicule appartenant à un commerçant de Nyunzu (un territoire du Tanganyika). Grâce à ce moyen de locomotion, ils ont réuni plusieurs hommes pour préparer l'attaque du village Kabulo (un autre village touché). Ils sont allés se regrouper à Mulolwa et ont fait irruption dans Lombo Katenga pour réaliser l'attaque.* »

Un mois plus tôt, le 4 juillet, de nouveaux [affrontements entre Pygmées et Bantu](#) éclataient en périphérie Nord de Kalemie. Ces affrontements répétés sont à l'origine de déplacements massifs de la population. ■

Didier Makal

Congo Durable
 Hebdomadaire indépendant d'analyses et de commentaires | Année 1, N° 07168, juillet 2017
 Contacts : 0995167443 | Rédaction : 0993838698 | 0924728249
 Prix : 1500 FC

Pande Kapopo
 Rompre et rassurer...
 page 3

Gavlord Kilanga:
 « **Pande Kapopo est une issue heureuse pour la population du Haut-Katanga** »
 page 4

Le smartphone
 n'a pas totalement tué la photo
 page 8

LUBUMBASHI:
L'ÉTONNANTE ANNULATION DU DÉFILÉ DU 30 JUIN
 page 6

Sponsorisé
 Ecopo à Lubumbashi :
1^{er} pas vers l'Université salésienne St Jean-Bosco
 Page 5

L'abonnement, à partir de 5 USD

Tanganyika : 5 ans de violences

Cela fera bientôt 5 ans que le Tanganyika connaît des violences communautaires entre Pygmées et Bantu. Le 9 août 2017 à Kalemie, un de 13 camps de la province où se réfugient de des déplacés de ces violences est a été touché par un incendie, le sixième du genre en 3 mois. Quatre jours plus tôt, plus de 50 personnes étaient tuées dans une attaque des Pygmées. Mais le pouvoir public peine à faire régner la paix dans cette région qui a connu rébellions et milices.



Le site de déplacés de Kalemie, après l'incendie du 9 août 2017. Source: MSF

Les 25.000 personnes que comptait le site qui a brûlé à Kalemie, sont désormais sans abri. La surprise c'est que personne ne connaît l'origine de ce 6^e incendie de camp de déplacés, entre mai et début août 2017. Mais d'après Radio France Internationale (RFI), trois hypothèses permettent d'éclairer le contexte.

Des incendies sans explications officielles

La première évoque l'intervention des autorités congolaises. Au Tanganyika, comme ailleurs en RDC, elles ont ordonné aux déplacés de regagner leurs villages, la situation sécuritaire s'étant améliorée. Faux, rétorquent les humanitaires. C'est ainsi que le [camp de Kaseke, dans le Tanganyika, partait en fumée](#), brûlé par la police, indique RFI comme pour forcer à en déguerpir.

L'autre facteur favorisant les incendies, ce sont les conditions de vie

dégradées dans les camps. Les déplacés vivent dans les huttes de pailles, propices à la propagation du feu. La promiscuité y est dangereuse, comme l'a indiqué Médecins Sans Frontières, le 10 août, sur Twitter. Enfin, les déplacés eux-mêmes ont importés les conflits dans les camps. Ce n'est donc pas exclu. Pour l'incendie du camp de Katanyika, par exemple, trois des déplacés ont même été arrêtés, explique RFI. « *Ils auraient accidentellement brûlé tout le camp, y compris leurs propres huttes, au lieu de brûler la partie qu'ils visaient.* »

Un conflit complexe, depuis 5 ans

En janvier 2017, le Bureau des affaires humanitaires de l'ONU, OCHA, a rapporté plus de 400.000 déplacés dans le Tanganyika, conséquence des affrontements entre Pygmées et Baluba (précision des humanitaires). Les déplacés sont

allés jusque dans le Haut-Katanga, dans le dans le territoire de Mitwaba, où ils seraient plus de 45.000. Mais aussi dans le territoire de Malembe Nkulu, dans la province du Haut-Lomami, deux régions de l'ancien Katanga démembré en 4 provinces en 2015.

A l'origine du conflit, d'après les explications de Juvénal Kitungwa, alors ministre de l'intérieur du Katanga, en 2015, un appel d'une ONG à l'émancipation des peuples autochtones qui aurait dérapé. A la place d'une intégration dans la société bantu, et envoyer leurs enfants aux études, les pygmées, auraient alors intégré l'idée d'une organisation sociale, avec un territoire, comme il en existe chez les bantu.

Des efforts de pacification, presque inachevés

Les Twa (Pygmées), d'après OCHA (2013), se plaignaient aussi de ne pas être autorisés d'épouser chez les bantu. Pourtant, l'inverse est possible. Une injustice inacceptable. Il faut noter, par ailleurs, que la surexploitation des ressources naturelles, menaçant les forêts qui constituent le milieu de vie naturel des Pygmées, a contribué à la détérioration des relations avec les bantus.

Suite, page 11

RDC : un taux de change politique pour faire passer de bas salaires des fonctionnaires

Le gouvernement de la RDC essaie, non sans peine, à stopper la dépréciation du Franc Congolais, en imposant un taux de change. Il promet de sévir, alors que le marché résiste, méfiant vis-à-vis de la monnaie nationale. Le chercheur en économie de l'Université de Lubumbashi, Labi Mpiana, y voit une démarche politique. Cela ne résout pas le problème, mais essaierait de faire passer les salaires des fonctionnaires au taux plus bas, selon lui.



Des billets de la monnaie américain, le dollar, la devise étrangère qui traîne l'économie de la RDC. Photo Didier Makal, 2017.

Fin juillet, le gouvernement a réussi à renverser la flambée, pour stabiliser le change autour de 1600 FCD pour le dollar.

« On n'impose pas un taux de change politique », considère le chercheur en économie. Il explique que la RDC est dans un régime de change flottant, où l'offre et la demande régulent presque automatiquement les échanges. « Le taux que vous avez-là est politique », insiste-t-il. Il indique que dans les grands magasins de Lubumbashi et de Kinshasa, le dollar se change se changerait autour 1700 FC.

Un taux politique imposé, pour échapper à la grogne sociale

Depuis deux semaines, le gouvernement menace de sanctions les opérateurs économiques et changeurs de monnaie qui ne suivront pas ses indications en termes de taux de

change. En réalité, selon Labi Mpiana, c'est une pression en vue d'échapper à la grogne sociale. Les fonctionnaires, les médecins et les professeurs d'universités en tête ! C'est « pour pousser les fonctionnaires à accepter les salaires au taux de 900 Francs. Mais en fin de compte, on n'a rien fait. Ça, c'est de la spéculation », conclut-il.

Ils demandent le paiement de leurs salaires non pas au taux de 930 FC pour le dollar, mais 1450, voire plus. « Ici, le gouvernement n'a pas de disponibilité monétaire qui offre la possibilité de payer à ce taux-là. Il faut payer toujours au taux de 900 ou de 1000 FC. » Depuis, de nombreux Congolais préfèrent garder leur argent en dollar, ce qui alimente la psychose et la faible circulation de devises étrangères.

A l'origine de la crise, la

mauvaise gouvernance

En juillet, le Franc Congolais plongeait presque inexorablement. L'ancien premier ministre [Adolphe Muzito \(2007-2011\)](#) tirait à boulets rouges sur ses suivants. Il accuse le gouvernement (d'Augustin Matata) d'avoir cessé d'effectuer ces dépôts auprès des banques. Les ont été toutes consommées, si bien que le pays a frôlé, fin juillet, le défaut de paiement.

« C'est ainsi que l'exercice 2016 s'est soldé par un déficit de 300 milliards de FC », explique Muzito. Cela représente 230 millions de \$US, soit 5,0% du budget en ressources propres et 0,6% du PIB de l'exercice.

Le chercheur en économie, Labi Mpiana, lui aussi, n'apprécie guère la gestion financière de Matata Ponyo. « Toutes les stratégies prises par le gouvernement pour stabiliser le taux de change étaient de fausses stratégies. Le gouvernement Matata est parti, le taux de change s'écroule, on dirait un château de cartes », comme-t-il, tenace.

Labi Mpiana considère qu'il faut diversifier le commerce étranger. Mais l'économie de la RDC reste essentiellement dépendante de l'exportation des ressources naturelles. Or, pour effectuer ses paiements internationaux, la RDC a besoin de devises étrangères. Elle importe presque tout. « La liquidité internationale ne peut provenir que de la diversification du commerce internatio- 5
nal. » C'est seulement alors que la

Abonnez-vous à
Congo Durable
et à tous les services
numériques

Notre site: congodurable.net

Email: redaction@congodurable.net

PCR et chauffeurs, enfants d'une même mère à Lubumbashi !

Conduire un bus de transport en commun dans la ville de Lubumbashi ne coûte presque rien à qui veut oser. Surtout, pas quand on sait manier le volant et qu'on a eu la prudence d'adhérer à la Mucc ou à l'Acco, la mutuelle et l'association des chauffeurs de la RDC. Mais ce qui sidère, c'est plus le langage cru et souvent insolent, et la mentalité commune aux chauffeurs. Mais la police surprend aussi, sur les routes !



Un policier en train de recevoir un pot-de-vin sur une route de Lubumbashi. Photo Mwana Inchi

Loin des taxis, rarement dans les querelles avec les passagers, des bus privés renferment des chauffeurs insolents. La majorité ne sait que rouler. Souvent pas de politesse, pas de savoir vivre. On ne sait comment, analphabètes et diplômés, même d'universités, finissent par se confondre dans ce trafic public entre les mains des privés. Et très vite, on ne peut plus les distinguer. Ils deviennent badauds, et insultent facilement, où ils pouvaient répondre doucement.

Le transport en commun, loin de la puissance publique

La réalité ferait penser à une ville sans gouvernant. Pourtant, Lubumbashi a un maire et une administration autour de lui. La police, celle de la circulation routière, est aussi au

four et au moulin, sauf pour inspirer la présence de l'Etat. Pas étonnant de la voir au cours d'une dispute, d'un accident, ou d'insultes avec chauffeurs.

A dire vrai, les policiers au contrôle de la circulation routière et les chauffeurs, tout comme leurs convoyeurs, semblent tous d'une seule famille, de même mère. Entre amateurisme et illégalité, ces acteurs de notre quotidien peuvent facilement se comporter en chat et souris et parfois en frères jumeaux. Ils se détestent mais se rendent les comptes. Comme lorsqu'ils se saluent pour se glisser des billets d'argents, des pots de vins qui valent l'œil fermé sur excès de vitesse, stationnements risqué, on ivresse au volant.

Les infractions, cela dépend du degré de connaissance

Au final, il n'y a d'infraction que pour les moins offrants, ou les inconnus. Pourtant, pareilles attitudes devraient faire l'objet d'interpellations policières, parfois musclée, pour atteinte à l'ordre public. Mais on le sait, des tranquilles passants sont morts à Lubumbashi, cognés par des chauffeurs et policiers de roulage se disputant le volant ou la clé de contact, pour une interpellation contestée. L'Etat est sans doute en crise, à tout point de vue.

La conséquence sociale est grave dans Lubumbashi, rien qu'à considérer qu'il n'est pas rare d'entendre, journallement, d'insultes crues, sous l'œil impuissant et complice des policiers. Ainsi se normalise l'anormal. ■

Eric Cibamba



Danses folkloriques sur mesure, Pas comme dans les villages de la RDC

Les coutumes traditionnelles congolaises font que danser devant les chefs est expression de soumission, d'acceptation ou de joie. Ce qui traduit un attachement et un appui à l'autorité. Les politiques, un pouvoir non-traditionnel pourtant, raffolent de cette reconnaissance et ne ratent aucune occasion pour se l'offrir. Mais elle finit par perdre de sens, la danse traditionnelle.



Une danseuse traditionnelle demandant une gratification à une spectatrice à Lubumbashi. Photo Didier Makal, 2017.

En évoquant le Sakayonsa, la célèbre danse populaire à la gloire du président Mobutu, la danse devant un chef avait changé de signification. « *Ce n'était plus expression de joie ni de soumission. On était passé de la soumission (par la force) à la flatterie* », explique un analyste culturel de Lubumbashi.

Les congolais ont compris que la générosité des politiques de leur région est touchée par les chants et la danse. D'où l'importance de leur offrir danse et chants, et arracher son pain quotidien. Les danseurs mêmes pensent que la danse n'a pour signification que la flatterie dans le contexte actuel.

On les voit danser partout, pour de l'argent

Les politiques congolais raffolent de déification. Ils recherchent la gloire, la soumission et l'attachement. Curieusement, même s'ils ne se sentent

guère obligés. Obligés, comme les chefs des villages, obligés de sortir sous la pluie orageuse, en vue de stopper la foudre. Obligés, comme ces chefs traditionnels qui sortent, de nuit, pour chasser les esprits qui rodent dans les villages et empêchent des sommeils apaisés.

La population congolaise suit le rythme et s'adapte, en ville, hélas ! Elle tourne d'un camp à un autre avec la même danse, comme les politiques eux-mêmes, changent de camps au gré des caprices nombril. Les mêmes danseurs, sans surprise, agrémentent les matinées et soirées de la majorité comme celles de l'opposition. Difficile de détecter pour quel camp ils le font avec joie ou flatterie, selon notre analyste.

Par ailleurs, on estime que la danse pour les politiciens exprime la soumission aux idéaux et non aux personnes. Tant les idéaux sont conservés et défendus, la population

s'y attache par la danse et exprime sa soumission. Ainsi, pour Laurent-Désiré Kabila, les communautés ont dansé pour saluer un « libérateur », le tombeur du dictateur Mobutu.

La danse naturelle ne suit pas de protocole, bien souvent

Une marque de reconnaissance, parce que les citoyens reconnaissent un chef, comme légitime. Une légitimité qui tient non pas à un mandat électif valide, mais aux actions dans lesquelles ils se reconnaissent. C'est naturel, et digne de communion avec les leaders ou chefs, traditionnels ou politiques, lorsque ces accueils chaleureux viennent d'en bas. Ces femmes qui surgissent, contre toute attente, de nulle part, pagnes liés à la taille, d'autres étalés par terre, se déhanchant.

Ou encore, par exemple, après l'arrivée d'un chef, jeunes gens et jeunes filles se rassemblent et préparent un menu de circonstance, et surgissent, sans protocole, pour danser et chanter en signe de reconnaissance.

Tout compte fait, poursuit notre analyste, « *ce sont les politiques qui définissent, au travers de leurs actes, ce que doivent exprimer les chants et la danse que la population leur offre.* » Du coup, plus de naturel, et davantage de chiqué.

Ngalamulume



Décimer les léopards pour un caprice!

C'est un choc, un scandale pour les défenseurs de la cause animale et des espèces rares. Voir un homme qui se veut d'État, Joseph Olengankoy, le dissident du Rassemblement de l'opposition désigné président du Conseil de suivi de la transition en RDC s'affiche avec des peaux de léopards. C'est pour lui le symbole de ce qu'il veut être ou est déjà. La réalité sidère.



Joseph Olengankoy, président du FONU, au cours d'une conférence de presse à Kinshasa. Source: Radio Okap/John Bompengo.

Joseph Olengankoy s'oppose-t-il aussi au bien-être des animaux autant qu'au confort politique de Joseph Kabila ? Le cliché (de John Bompengo, Radio Okapi), a été repris par de nombreux médias en ligne de la RDC. Il montre l'opposant, assis derrière une table sur laquelle sont posées deux peaux de léopards, têtes orientées vers un public attentif. Lui-même est adossé sur une veste de léopard, en laine vraisemblablement. Et, pour être tout entier le félin qu'il dit par ces paralogues, le politicien apparaît sur d'autres photos, foulard au cou, ou plié et plongé dans une poche, sur la poitrine, en tissu de léopard.

En regard ordinaire, l'homme affiche bien sa « congolité », et porte bien son totem, le Léopard, partagé d'ailleurs par tous les congolais. Motif de fierté, ou de patriotisme, pourrait-on dire. Mais le pire se vit avant d'obtenir ces peaux.

Autre recours à l'authenticité ?

Olengankoy brille par une

communication plutôt dangereuse pour l'avenir des léopards et d'autres félins protégés, puisque menacés de disparition. Bien plus, il représente le retour d'une pratique risquée pour cette espèce, déjà très forte durant l'ère du Léopard que feu le président Mobutu Sese Seko a été. S'afficher en léopard, était chose ordinaire en son temps. Aujourd'hui, on parlerait d'un nouveau retour si pas recours à l'authenticité.

Joseph Olengankoy est un leader politique. Et comme tel, beaucoup de gens le regardent, et peuvent l'imiter, comme cela fut le cas sous le Zaïre de Mobutu Sese Seko, vêtu en léopard. On l'a vu assis sur des peaux de léopards, un peu comme le font les chefs traditionnels, pour dire leur férocité.

En plus, d'où qu'ils parlent, il appartient aux leaders d'inciter à des attitudes protectrices de l'environnement, de la biodiversité. [Les léopards, en effet, sont une espace menacée de disparition](#) dans le

monde, et particulièrement en République démocratique du Congo (RDC). La première cause est simplement un effet de mode, un caprice. Les humains veulent faire peur à leurs semblables, en s'affichant en peau de léopard. Conséquence, les félins sont décimés.

Il est possible, pourtant, que l'on passe de peau de vrai léopard à un motif léopard en textile, sans mettre à mort des félins. D'après l'IUCN, structure internationale de conversation de la nature, les léopards ont diminué de 30% en Afrique subsaharienne, les 3 dernières générations des léopards. En tout, c'est l'homme qui en est responsable. Il chasse léopards, lions et autres, et même les petites bêtes qui leur servent de proie. C'est sans compter, l'effet de mode ou les rites traditionnels, le cas de la RDC.

Il est important que les politiques soient sensibilisés sur les questions de protections des espèces rares. Monsieur Olengankoy, qui nous sert d'alibi pour alerter sur l'abattage de léopards, et autres félins, porte sur lui une partie de la solution. On peut s'afficher en léopard, sans tuer de léopard. Mais cela reste risqué pour l'image que perçoivent les gens ordinaires, vivant près de ces léopards. Mais, qu'importe, préserver la nature est une affaire de tout un chacun.■

Didier Makal

A Kasenga, les jeunes sont plus zambiens que Congolais

La cité de Kasenga, dans territoire du même nom, est à près de 230 km de Lubumbashi. Ici, le principal emploi des jeunes, c'est le chômage. Les diplômés se comptent aux bouts de doigts. Car l'école ne s'offre pas à qui la veut dans ce territoire du Haut-Katanga.



Des jeunes de Kasenga, autour du bateau Santa Maria. Photo Fidèle Bwirhonde, 2017.

« Il existe trois activités pour les jeunes à Kasenga : le champ, la pêche, l'élevage », nous révélera Mwelwa Ferdinand, un jeune du terroir. La jeune fille de Kasenga n'est faite que pour le mariage, une vie qu'elle peut facilement découvrir dès la formation de sa poitrine à l'adolescence. Pas d'autres perspectives, le destin étant déjà fatalement tracé.

Vivre au présent, et mourir jeune à Kasenga

"La jeunesse est l'avenir", c'est une pensée connue aussi à Kasenga. Mais ici, personne ne sait distinguer les jeunes des vieux, si ce n'est que par leurs apparences plus que par leurs occupations. Ils ont tous la même vie, le même quotidien monotone : les champs, la pêche, et les enfants ! Et comme partout en RDC, les responsables de ce territoire ne peuvent pas mieux que de bons discours, cohérents. Aucun investissement dans la jeunesse.

L'école ne va pas bien à Kasenga

Le Cibemba est la langue locale. Il tutoie le Swahili aux côtés du Français qui fait rêver ceux qui ne vont pas à l'école. Cette langue si bien parlée par ses célèbres enfants, à l'instar de feu Augustin Katumba Mwanke, ancien gouverneur du Katanga et conseiller du président Joseph Kabila. Mais tout le monde n'aura sûrement pas ses chances à lui. Car, étudier dépasse bien souvent les capacités des parents et des jeunes. Manque de motivations!

Plusieurs écoles n'attirent guère par leurs infrastructures. Elles coûtent alors, chaque mois, entre 1000 et 4500 Francs congolais, soit moins d'un dollar américain et cinq. Mais c'est toujours trop demander à cette population pauvre. « Personne ne pense à nous, nous ne semblons appartenir à personne. Nous voulons étudier mais nous ne pouvons pas étudier ». C'est en tout cas l'idée traduite des lamentations d'un adolescent ne parlant que Cibemba.

Une pauvreté qui mine l'avenir des jeunes

En effet, malgré ce bas coût de scolarité, certains enfants ne n'achèvent jamais une année scolaire de leur vie. D'autres, les plus nombreux d'ailleurs, finissent leur vie sans avoir fréquenté l'école. La faute à la pauvreté généralisée de la population, se plaignent les habitants qui se sentent « oubliés par le pouvoir en place, malgré les têtes que Kasenga a donné au pays ».

Mais d'après toute vraisemblance, conduire la moto est aussi une profession prisée par les jeunes de Kasenga. C'est le principal moyen de transport offert par la cité. Il n'y en a pourtant pas pour tous, car la moto n'est possédée que par les quelques nantis de la communauté.

Un peu coupés de la "civilisation", les jeunes de Kasenga ne semblent pas appartenir à la génération du numérique qui tient notre siècle en haleine. De tous les jeunes rencontrés, aucun ne possède un téléphone Android. Seuls quelques-uns peuvent avoir un Gsm.

Dans cette partie du territoire congolais, la jeunesse nationale ne connaît pas grand-chose de la vie de la Rdc. L'accès à l'information est quasiment nul pour plusieurs. Ils sont plus Zambiens que Congolais, quasiment en toute chose. ■

Fidèle Bwirhonde

Les Mazembe, seules équipes à succès dans le Katanga

Les joueurs de Basket-Club Mazembe ont remporté leur 8e coupe du Congo de basket-ball, le 23 juillet 2017. C'était en battant, en finale, Terreur de Kinshasa au cours d'un match de la 34^e édition du championnat national (de RDC) de basket. Un constat mérite d'être noté : la famille « Mazembe » semble la seule qui donne des équipes on ne peut plus bien portantes au sud de la RDC.



Des supporters présentant le drapeau de TP Mazembe à Lubumbashi. Photo Didier Makal, 2016.

Malgré l'exil de son président sportif Moïse Katumbi, les équipes Mazembe (football, basket) tiennent encore le coup. Si les poulains de Simplicie Tshibangu ont gagné à nouveau la coupe nationale de Basket-ball, au niveau local, ils ne font face à aucune adversité.

Mazembe gagne partout en foot

L'organisation des équipes semble la clé principale des succès en sport. En effet, le Tout-Puissant Mazembe alloue des moyens conséquents pour engranger les victoires.

L'équipe de football dépenserait jusqu'à 6 millions de dollars l'an. Ce qu'aucun autre en RDC n'ose faire actuellement.

Mazembe a la capacité d'acheter de joueurs de grande classe de l'Afrique Subsaharienne. Raison pour laquelle Ghanéen, Ivoirien, Malien, Zambien sont au TP Mazembe. Des joueurs de grande qualité qui n'envient pas certains de leurs collègues en Europe. Sur le terrain, Mazembe confirme son prestige. La saison 2016-2017, il a

remporté son 11^e titre de l'histoire de la Linafoot (Ligue nationale de football).

Ecofoot katumbi, un petit se complète

Après Don Bosco, c'est l'Ecole de football, Ecofoot Katumbu, qui rejoint la ligue nationale de football aux côtés du TP Mazembe. Les Académiciens ont réalisé une belle saison au niveau de leur base. Ils ont raflé les titres du championnat urbain et du championnat provincial, seulement en leur première année de participation.

Reste alors à se qualifier d'abord au tour préliminaire avec Bantoue et l'Us Tshinkunku. Malheureusement, ces deux clubs du grand Kasai connaissent déjà des problèmes de déplacement vers Lubumbashi, le site qui abritera cette étape de la compétition. S'ils ne se déplacent pas, ils avantageraient, en le qualifiant, Ecofoot en phase classique.■

Alain Basila

Tanganyika : 5 ans de violences

En février 2017, à Kalemie, Pygmées et Baluba s'engageaient à enterrer la hache de guerre et vivre pacifiquement. Mais depuis, des violences se sont répétées dans certaines contrées du Tanganyika. Cependant, à Manono, par exemple, la crise semble s'être apaisée un temps. Un bon exemple.

Des matchs de football ont été organisés, en vue de pacification, indiquent le journaliste Dieumerci Kabila et l'administrateur du territoire Pierre Mukamba Kaseya. Mais pour le journaliste Dieumerci Kabila, contacté par Congo Durable, constate que « *la cohabitation n'est pas totale* », malgré les efforts.

Certains combattants, explique le journaliste, sont pourtant tentés de recommencer leur activisme, faute d'encadrement et d'aide matérielle. Les paysans, dans cette région, vivent dans une grande pauvreté doublée, les infrastructures de base délabrées ou inexistantes.■

Didier Makal